

Sur le papier : des QI sécurisés Dans la réalité des agents exposés

Le 14 janvier 2026

Il existe des profils de détenus dont plus aucun établissement ne veut, des profils qui, à force d'incidents répétés et faute de solutions adaptées, effectuent un ou plusieurs véritables « tours de France pénitentiaire ».

Le détenu M*, actuellement affecté au Quartier d'Isolement de notre établissement, est arrivé en décembre 2025 après avoir transité par de nombreux établissements. Faute de solution pérenne, il s'est finalement « échoué » entre les murs du CP de Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis son arrivée, les faits constatés ne font que confirmer ce parcours chaotique : multiplication des incidents, provocations permanentes et tentatives de suicide récurrentes, autant de comportements qui rendent toute sanction disciplinaire inopérante et placent les personnels dans une impasse permanente.

Aujourd'hui, ce détenu, pourtant affecté dans un Quartier d'Isolement présenté comme sécurisé par la note DAP du 10 octobre 2024 et destiné à accueillir des détenus à haut spectre, notamment liés au narcotrafic, a scandé les noms de famille des agents du secteur et proféré des menaces explicites à leur encontre. Ces propos ont résonné dans l'ensemble de la courserie du QI et ont été entendus par tous les détenus présents, exposant ainsi directement les personnels et fragilisant gravement la sécurité du secteur.



L'UFAP UNSa Justice du CP de VLM alerte et dénonce cette situation.

L'UFAP UNSa Justice du CP de VLM exige que ce détenu reprenne son "tour de France pénitentiaire" et soit transféré dans une autre direction interrégionale.

L'UFAP UNSa Justice du CP de VLM soutient les agents exerçant au QI, confrontés à des décisions politiques sans moyens et à des situations qu'ils doivent gérer seuls coûte que coûte et face à des détenus qui ne reculent devant rien.

Le transfert de ce détenu est une urgence sécuritaire réelle bien loin des effets de communication sur les QI dit sécurisée

L'UFAP UNSa Justice du CP de VLM exige que l'administration en prenne la mesure.

Marine ORENGO
Secrétaire locale
UFAP UNSa justice du CP de VLM